

EN REVUE

On nous dit souvent qu'aujourd'hui la révolution socialiste n'est plus possible en France, en Allemagne, en Angleterre, aux USA, dans les pays occidentaux en général. Parceque les ouvriers ne meurent plus de faim, ils ne voudraient plus se battre. Parcequ'ils ont maisons, iTunes, télévisions et congés payés, ils se seraient embourgeoisés. La distance entre les classes s'effacerait et la discussion serait possible.

Ces idées sont tout juste bonnes à être jetées à la poubelle. L'existence et le caractère des luttes ouvrières qui se déroulent depuis le début de l'année le prouve. Il y a eu tout d'abord les grèves de chez Dassault, puis encouragé par le succès des ouvriers de Dassault, les ouvriers de Rhodiaceta, de Saint Nazaire, de Lyon se sont mis en grèves. Grèves non seulement pour la garantie de l'emploi et pour des augmentations de salaires, mais aussi contre la condition ouvrière, contre un système qui fait des ouvriers des "robots". La grève des ouvriers de Rhodiaceta à Besançon fut à ce sujet et exemplaire. Ceux-ci étaient les ouvriers les mieux payés de la région, avaient voitures et télévisions et ils sont entrés en lutte parcequ'ils en avaient assez de l'insécurité de l'emploi, du chômage bidon, du travail dans une chaleur étouffante. Leur lutte est devenu rapidement une lutte contre la condition ouvrière, contre le système capitaliste. Occuper une usine c'est contester la propriété privée, c'est dire au patron: "Bonhomme tu n'es pas chez toi".

Ces mouvements de grève déclenchés dans différentes régions de France devaient aboutir au mot d'ordre de grève générale du 17 Mai contre les pleins pouvoirs. Mot d'ordre qui devait être très largement suivi dans toutes la France, traduisant par là, le mécontentement et la combattivité croissante de la classe ouvrière française.

Depuis malgré la violente réaction ouvrière du 17 Mai, du fait que les directions syndicales se sont refusées à continuer la lutte en le généralisant, sous prétexte de la loi sur le travail et de la loi sur l'ordre public et qu'il fallait de ce fait attendre la rentrée, le pouvoir gaullien a réussi à remettre en place son plan de répression après avoir obtenu les pleins pouvoirs du parlement. Pleins pouvoirs économiques et sociaux pour matraquer et briser les luttes de la classe ouvrière. Pleins pouvoirs qui se sont traduits par une série d'ordonnances visant à l'intégration des syndicats et remettant en cause l'une des principales conquêtes des ouvriers depuis 45: la sécurité sociale, transformée d'organisation de solidarité de la classe ouvrière en organisation sous contrôle de l'état et du patronat. (voir Daille n°4)

À la rentrée malgré les atténuements des directions syndicales toujours à la recherche de l'unité alors que tous les travailleurs sont prêts à se battre ensemble quel que soit leur syndicat, les luttes devaient reprendre très vite et à un niveau presque aussi élevé qu'avant les vacances. Les premières conséquences des ordonnances et du processus de rationalisation qui s'était encore accéléré se faisaient sentir. C'était pour les travailleurs la détérioration de leur pouvoir d'achat et l'aggravation de la situation de l'emploi. Il y eut la grève du Mans où les manifestants se sont violemment heurtés à la police et plus près de nous la manifestation de Mulhouse dont nous parlons longuement dans un autre article. (voir aussi Daille n°4)